

Le traité est une avancée sociale, disent les défenseurs du oui.

Pour nous c'est une aggravation du déficit social

« *L'économie sociale de marché hautement compétitive* » venant après la « *stabilité des prix* » dans les objectifs de l'Union semble un accident de rédaction puisqu'on ne retrouve cette notion nulle part ailleurs dans le traité (quand les options libérales se retrouvent partout). De même, l'objectif de « *tendre vers* » le plein emploi et le progrès social peut prendre beaucoup de temps si l'on en croit Michel Rocard : « *dans une décennie ou deux (l'Europe sera) assez structurée juridiquement et puissante politiquement pour qu'enfin une majorité de gauche puisse y entreprendre une sérieuse inflexion du capitalisme* » (Le Monde 23/09/2004).

Chacun pourra aussi noter la faiblesse du social dans la partie III pourtant si précise sur les politiques économiques libérales. L'insertion de la charte des droits fondamentaux dans le traité est l'argument central de ceux qui jugent que cette constitution est une avancée sociale. Au point que Strauss-Kahn dans son livre va jusqu'à écrire (p33) : « *la deuxième partie du traité correspond au préambule de la constitution française* ». La CES (confédération européenne des syndicats) affirme dans sa résolution du 13/07/2004 : « *la constitution contiendra la charte des droits fondamentaux [...] qui deviendra de fait juridiquement contraignante et dont la cour européenne de justice pourra être saisie. La charte renforce les droits fondamentaux et les rend plus visibles y compris les droits sociaux* »

Ce que prétendent ainsi ces partisans du « oui » c'est que les garanties juridiques de ce traité sont au moins égales au droit national. Ils laissent croire que cette charte fournit les bases constitutionnelles d'un « *modèle social européen* » qui s'imposera aux nouveaux pays adhérents. Ce « *juridiquement contraignant* » permettrait de conduire les pays de l'Est vers notre modèle social comme les exigences démocratiques de la CEE ont permis la démocratisation des pays fascistes de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce). Et puisque cette convergence se fait, on évite l'aggravation du déficit social né de la gigantesque différence des

conditions de vie et de travail avec ces pays.

A l'inverse, nous pensons que la rédaction de la charte ne conduit nullement à cette convergence nécessaire : elle rend possible un très faible niveau de protection sociale et de garanties pour les travailleurs, permet le « *dumping social* » à l'intérieur de l'Europe et met à terme en cause le modèle social européen.

Comparons différents textes sur les droits sociaux pour voir s'ils comportent les mêmes garanties sur le droit à l'emploi et la protection sociale :

- Le préambule de la constitution (C46) qui fixe pour la première fois des principes sociaux à valeur constitutionnelle.
- La déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (DU48) a priori ses exigences ne sont pas démesurées pour les anciens pays de l'Est et la Grande Bretagne.
- La charte sociale européenne de 1961 (CSE 61) du Conseil de l'Europe, prolongement en termes de droits sociaux de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme de 1950.
- La charte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989 (CDT89) adoptée par 11 des 12 états membres de la Communauté Européenne : « *déclaration solennelle, elle fixe les grands principes sur lesquels se fonde notre modèle européen du droit du travail et, plus généralement de la place du travail dans notre société. Elle consacre un socle de droits sociaux.* » (J Delors)
- La partie II du traité: « *La présente charte réaffirme, dans le respect des compétences et des tâches de l'union ainsi que du principe de subsidiarité, les droits qui résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres* », des traités antérieurs et de la jurisprudence des Cours de Justice de l'Union et des droits de l'Homme. « *La Charte sera interprétée en prenant en considération les explications établies sous l'autorité du praesidium de la convention et mise à jour sous la responsabilité du praesidium de la Convention européenne* » (ainsi voici Giscard promu défenseur des droits sociaux !). Ce qui ouvre la porte à des restrictions dont certaines sont déjà prévues à la déclaration n°12 annexée.

Un droit au travail qui disparaît: est-ce un progrès ?

Constitution 1946	Déclaration U 19 48	CSE 1961	CDT 1989	Traité
<p><u>Art. 5 :</u> « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. »</p> <p><u>Art. 11 :</u> « Tout être humain qui en raison de la situation économique se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence »</p>	<p><u>Art. 23 :</u> « Toute personne a le droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage »</p> <p><u>Art. 25 :</u> « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer [...] son bien-être et ceux de sa famille [...] elle a droit à la sécurité en cas de chômage »</p>	<p><u>Partie I, 1 :</u> « toute personne doit avoir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement entrepris »</p> <p><u>Partie I, 4 :</u> « Tous les travailleurs ont droit à une rémunération équitable leur assurant, ainsi qu'à leurs familles un niveau de vie satisfaisant. »</p> <p><u>Partie II, Art. 1 : droit au travail :</u> « en vue d'assurer l'exercice effectif du droit au travail »</p>	<p><u>Titre I,4 :</u> « toute personne a droit à la liberté de choix de l'exercice d'une profession »</p> <p><u>Titre I,5 :</u> « Tout emploi doit être correctement rémunéré. il convient à cet effet, que selon des modalités propres à chaque pays soit assurée aux travailleurs une rémunération équitable, c'est à dire une rémunération suffisante pour leur permettre d'avoir un niveau de vie décent »</p> <p><u>Titre I,10 :</u> « Les personnes exclues du marché du travail [...] doivent pouvoir bénéficier de prestations et de ressources suffisantes. »</p>	<p><u>Titre II, libertés art II-75 :</u> « toute personne a le droit de travailler et d'exercer une profession librement choisie ou acceptée. »</p> <p><u>Titre IV, Art. II 91 : Conditions de travail justes et équitables :</u> « 1. tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité »</p> <p><u>Titre IV, art II 94 : Sécurité sociale et aide sociale</u> « 1. l'union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux assurant une protection [...] en cas de perte d'emploi, selon les règles établies par le droit de l'union et les législations et pratiques nationales. »</p>

Commentaires :

- On voit bien le glissement du droit au travail (garanti et assuré par la société) à la liberté de travailler qui est l'interdiction du travail forcé. En conséquence, jusqu'en 1989 le droit à une indemnisation chômage est prévue, elle doit même être suffisante. Ce droit à un revenu de remplacement disparaît dans le traité qui se contente d'avaliser ce qui se fait dans les différents pays.
- On voit aussi que jusqu'en 1989, le principe de ressources suffisantes pour les travailleurs et les chômeurs est posé (notion de salaire minimum et de minima sociaux décents) avec l'art II 91 et II 94, cette dimension disparaît.
Le refus d'intégrer ces principes sociaux qui fondent l'idée d'une convergence universelle des droits sociaux marque clairement une régression sociale par rapport aux textes précédents et souligne l'absence d'une volonté de promotion de standards sociaux européens rendue encore plus nécessaires par l'intégration de nouveaux pays.
- Il est vrai que (art III 210 I) l'union «soutient et complète» l'action des Etats membres sur la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs mais, si elle le fait par une loi «elle évite d'imposer des contraintes administratives financière et juridiques telles qu'elles **contrarieraient la création et le développement des PME**». Sans commentaires !

La sécurité sociale, la retraite, de moins en moins garanties

Constitution 1946	Déclaration U 19 48	CSE 1961	CDT 1989	Traité
<p><u>Art. 11:</u> la Nation « garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui en raison de son âge, de son état physique ou mental se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »</p>	<p><u>Art. 22 :</u> « Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée sur la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité »</p> <p><u>Art. 25 :</u> « [...] elle a droit à la sécurité en cas de maladie, d'invalidité, de veuvage de vieillesse ou dans tous les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté. »</p>	<p><u>Partie I, 12 :</u> « tous les travailleurs et leurs ayants-droits ont droit à la sécurité sociale »</p> <p><u>Partie II, Art. 12 :</u> « droit à la sécurité sociale : en vue d'assurer l'exercice du droit effectif à la sécurité sociale les parties s'engagent :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. à établir ou à maintenir un régime de sécurité sociale 2. à maintenir ce régime à un niveau satisfaisant, au moins égal à celui nécessaire pour la ratification de la convention internationale 102 » 	<p><u>Art 10 :</u> « Tout travailleur de la communauté européenne a droit à une protection sociale adéquate et doit bénéficier quelque soit son statut et quelle que soit la taille de l'entreprise dans laquelle il travaille, de prestations de sécurité sociale d'un niveau suffisant »</p>	<p><u>Titre IV art II 94 : Sécurité sociale et aide sociale I :</u> « l'union reconnaît et respecte le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale assurant une protection dans des cas tels que la maternité, la maladie les accidents du travail, la dépendance ou la vieillesse selon les règles établies par le droit de l'union et les législations et pratiques nationales. »</p> <p><u>Titre II égalité art II 85 : Droits des personnes âgées :</u> « l'union reconnaît et respecte le droit des personnes âgées à mener une vie digne et indépendante et à participer à la vie sociale et culturelle. »</p>

Commentaires :

- Là encore les textes passent de l'affirmation des droits à la sécurité sociale et à la retraite à « reconnaît et respecte » : cette formulation (qui n'implique aucune obligation juridique) n'est qu'une manière diplomatique de confirmer le maintien des inégalités dans ces domaines. On laisse ainsi le champ complètement libre à la concurrence par les coûts sociaux des pays où les protections sociales sont la plus faibles. Pire encore : rappelons que la charte de 89 affirmait un droit égal pour tous, même dans les PME, alors que le Traité interdit de contrarier la création et le développement des PME! Pourtant, toute l'histoire du droit social montre qu'il faut limiter les pouvoirs des employeurs pour sauvegarder les droits des salariés.
- Admirons la générosité des rédacteurs du traité pour les personnes âgées (« droit à mener une vie digne et indépendante ») sans se préoccuper des moyens matériels pour mener cette vie ! (Disparition du standard d'un « niveau satisfaisant de revenu »)
- Quand à l'article. III, 210 qui donne pouvoir à l'union pour soutenir et compléter l'action des pays dans ce domaine (voir plus haut) il a de quoi inquiéter car il porte sur la « modernisation de la protection sociale » : cela s'est traduit par le recul à 65 ans de l'âge de départ à la retraite au sommet de Lisbonne. Dans cette logique de modernisation libérale, l'article III 217 permet de créer à la majorité simple (ce qui est très rare dans le domaine des politiques sociales) un comité de la protection sociale pour suivre l'évolution des politiques de protection sociale dans les Etats, faciliter l'échange de « bonnes pratiques » et préparer des rapports, et qui finalement risque d'être un outil supplémentaire de démantèlement de la protection sociale.

Conclusions

Chacun mesurera aussi le recul social à la disparition de la solidarité dans les valeurs de l'Union (Art I-2). Pourtant on reconnaît que cette solidarité est un des valeurs communes des Etats membres (I-2) – mais alors pourquoi ne l'ériger comme valeur commune de l'Union ?

Certes elle réapparaît dans le préambule de la partie II comme valeur. Mais que pèse cette réaffirmation quand la seule liberté jugée digne de figurer dans ce préambule est la « libre circulation des personnes, des services, des marchandises, des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement. » ? Déjà affirmé dans l'Art I-4 mais aussi dès l'article I-3 §2 sous la forme “un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée.”, ce principe juridique est celui qui prend le dessus sur la solidarité et l'égalité. On ne s'étonnera pas alors de l'article III-209 (L'union et les Etats membres « estiment qu'une telle évolution [sociale] résultera tant du fonctionnement du marché intérieur, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures [...] et du rapprochement des dispositions [...] des Etats membres ») qui laisse la main invisible du marché faire le social.

Nous en avons une trop longue expérience et nous savons

désormais que cet acte de foi idéologique est à l'origine de reculs sociaux.

Alors comment comprendre la position adoptée par la CES ? Une partie des organisations membres, dont la CFDT, défendent un libéral-syndicalisme qui accepte de gérer ces reculs sociaux au nom d'un « réalisme économique libéral ». D'autres pensent sauvegarder leurs acquis nationaux en déléguant le moins de compétences possibles à l'Union. Il manque aujourd'hui à la CES, une vision européenne de convergence des politiques sociales, des revendications qui puissent créer une dynamique sociale au sein de l'Union (comme celle des minima sociaux définie par la FERPA – Fédération Européenne des Retraités et Personnes Âgées). Faute de cette dimension d'un vrai espace syndical européen, la CES en est réduite à fonctionner comme les institutions de l'Union selon un système où l'unanimité l'emporte sur le débat stratégique, le compromis à minima sur l'élaboration de revendications communes, et les négociations diplomatiques entre les sommets des appareils syndicaux sur la mobilisation des syndiqués et des salariés européens.

Etienne ADAM